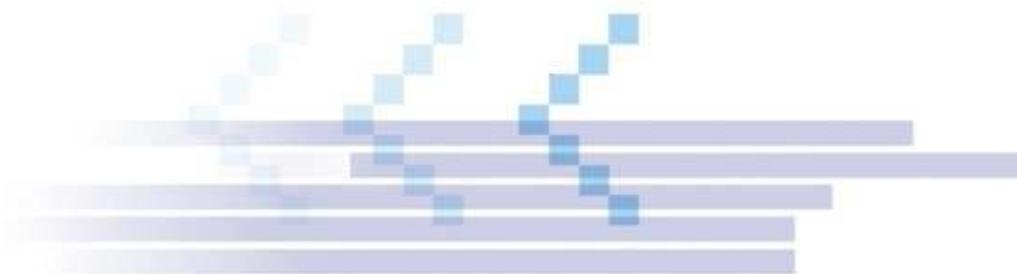




Transfert du  
stationnement  
payant sur  
voirie

**Rapport d'évaluation des charges  
transférées adopté par la CLECT  
le 11 juin 2018**



- L'évaluation du transfert à Dijon Métropole de la compétence « **stationnement payant sur voirie** »
- Une compétence exercée par la Métropole depuis le 1er janvier 2018

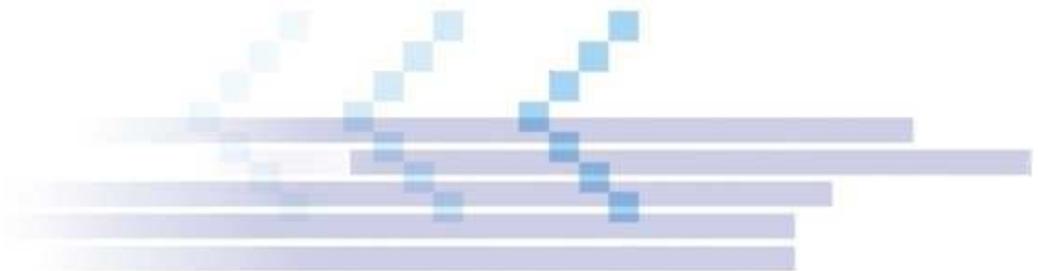
---

### Fixer le montant de l'évaluation

- ❑ Présentation de données ajustées par rapport aux premières données de cadrage et suite aux remarques et aux demandes d'informations de la CLECT du 15 mai 2018
  - Ajustement des dépenses de personnel
  - Ajustement des recettes des horodateurs
  - Coût de renouvellement des horodateurs
  
- ❑ Valider l'évaluation du montant de la charge nette transférée suite à la mise en œuvre de la méthodologie proposée par la CLECT le 15 mai 2018



A – Description de la compétence  
« Stationnement payant sur voirie »





## Description générale de la « compétence » « stationnement payant sur voirie »

Dans le cadre de leur politique de stationnement, les collectivités peuvent décider de réglementer le stationnement sur voirie.

Il convient alors de distinguer :

- **le stationnement réglementé payant**
- le stationnement réglementé gratuit (ancienne « zone bleue »)

→ Le **stationnement réglementé payant**, pour lequel les collectivités perçoivent les redevances acquittées à l'horodateur, est concerné par **une réforme de décentralisation et de dépenalisation** qui est entrée en vigueur le **1<sup>er</sup> janvier 2018**.

→ Le **stationnement réglementé gratuit demeure** quant à lui dans le **domaine pénal**. Le dépassement de la durée de stationnement maximale autorisée, contrôlé à l'aide d'un disque de stationnement apposé derrière le pare-brise, sera passible à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, d'une amende de 35 €.



# Description générale de la « compétence » « stationnement payant sur voirie »

## → Objectif de la réforme de décentralisation

Donner **davantage de compétences aux collectivités locales** pour mettre en œuvre un véritable service public du stationnement incluant la définition de la stratégie pour l'ensemble de la **tarification** et une meilleure incitation au paiement par un renforcement de la **surveillance**.

Pour cela, le système passe d'une organisation pénale identique sur l'ensemble du territoire national à une **organisation locale** au moyen de la décentralisation et de la dépénalisation du stationnement payant sur voirie.

## → Loi MAPTAM du 27 janvier 2014 (article 63)

Autorise le conseil métropolitain à **instaurer une redevance de stationnement**.

Si l'automobiliste ne paie pas (ou ne paie que partiellement) cette redevance lors du stationnement de son véhicule, il ne commet plus une infraction sanctionnée par une amende pénale de première classe, mais il doit acquitter un **forfait de post-stationnement (FPS)**, dont le montant est fixé par la collectivité compétente en matière de stationnement.



## Contexte - Le stationnement payant avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018 sur le territoire de Dijon Métropole (1/2)

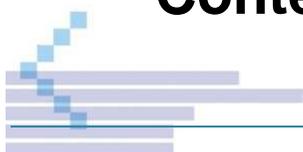
7



- Les **communes** étaient seules **compétentes pour l'instauration et la gestion du stationnement payant sur voirie**, les 24 maires disposant quant à eux du pouvoir de police spéciale de la circulation et du stationnement.
- Avant le 1er janvier 2018, la **seule commune** de la Métropole ayant fait le choix d'instaurer un **stationnement payant** sur voirie était la **Ville de Dijon**.

Remarque : depuis le 1er janvier 2015, la Métropole perçoit à la place des communes le produit des amendes de police (dont une part était issue des amendes de stationnement payant sur voirie = automobilistes ne payant pas leurs places etc.). Le transfert desdites amendes a déjà été évalué par la CLECT en 2015.

On notera également que le stationnement en ouvrage (compétence distincte) a déjà été transféré au Grand Dijon / Dijon Métropole, et a déjà été évalué par la CLECT en 2015.

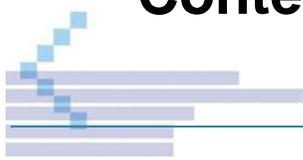


## Contexte - Le stationnement payant avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018 sur le territoire de Dijon Métropole (2/2)

8



- À noter : sur la période allant de mi-2015 (environ) à fin 2017, des ajustements dans le mode de gestion avaient commencé à être effectués avec :
  - **une convention de gestion provisoire entre la Ville de Dijon et la Métropole** (ex-communauté urbaine) : dans ce cadre, la première confiait à la seconde la gestion pour son compte du stationnement payant sur voirie (hormis notamment la perception des recettes des horodateurs, demeurant directement gérée par la Ville de Dijon) ;
  - la décision, de l'ex-communauté urbaine, dans le cadre de cette convention, de **confier à son délégataire de service public des transports publics urbains et de la mobilité une partie de la gestion de la compétence.**



# Contexte - Le stationnement payant depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 sur le territoire de Dijon Métropole

9



**Deux changements majeurs** sont intervenus dans la gestion de la compétence.

→ **La réforme de dépenalisation et décentralisation du stationnement payant sur voirie.** Applicable sur l'ensemble du territoire national, cette réforme inclut la fin des amendes de stationnement et la mise en place de deux nouvelles recettes, perçues par la Métropole, à savoir :

- la redevance de paiement spontané ;
- le forfait de post-stationnement.

→ **Le changement de mode de gestion** de la compétence

Depuis le 1er janvier 2018, Dijon Métropole a confié à un délégataire de service public l'ensemble de la gestion du stationnement payant de surface, incluant notamment :

- la collecte des recettes et leur reversement à Dijon Métropole ;
- la "verbalisation" des automobilistes n'ayant pas payé leur stationnement, ou l'ayant payé sur une durée insuffisante par rapport au temps durant lequel ils sont restés garés ;
- l'investissement de renouvellement de l'ensemble du parc d'horodateurs situé(s) sur le territoire de la Ville de Dijon ;
- la maintenance et l'entretien des horodateurs.

*NB : seul le pouvoir de police spéciale en matière de circulation et de stationnement (intégrant notamment le pouvoir de définir les zones géographiques dans lesquelles s'applique le stationnement payant) demeure municipal (exercé par le Maire par arrêté).*



## Dispositions législatives régissant l'évaluation - rappel

10

---

Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées **d'après** leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences **ou d'après** leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission.

Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé **sur la base** d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement **ou, en tant que de besoin,** son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.

Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges.

# Enjeux financiers - les données brutes en fonctionnement

|   | CA 2012            | CA 2013            | CA 2014            | CA 2015            | CA 2016            | CA 2017            | Précisions  |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---|
| Maintenances + fournitures diverses horodateurs         | 47 371 €           | 78 071 €           | 51 231 €           | 22 004 €           |                    |                    |   |
| PIAF Commissions frais etc.                             | 1 317 €            | 2 160 €            | 4 010 €            | 2 563 €            | 170 €              | 162 €              |   |
| Commissions/abonnements résidents                       | 9 376 €            | 14 566 €           | 17 198 €           | 13 517 €           | 5 282 €            | 6 168 €            |   |
| Remboursement VD à DM - Fonctionnement                  |                    |                    |                    | 23 217 €           | 142 452 €          | 484 948 €          | Remboursement dans le cadre des conventions transitoires (la CU/Métropole paie pour le compte de la Ville, et la Ville rembourse)   |
| Dépenses de personnel                                   | 455 082 €          | 476 982 €          | 445 771 €          | 443 514 €          | 393 857 €          | 272 696 €          | 1/ Essentiellement agents de surveillance de la voie publique, pour une quote-part de leur temps de travail estimée à 40% à 45% hors vacances scolaires et à 60% en période de congés scolaires --> <b>soit une quote-part d'environ 50% du temps de travail annuel des ASVP</b><br>2/ Equipe de la "cellule" stationnement |
| <b>TOTAL Dépenses de fonctionnement</b>                 | <b>513 146 €</b>   | <b>571 779 €</b>   | <b>518 210 €</b>   | <b>504 815 €</b>   | <b>541 761 €</b>   | <b>763 973 €</b>   |   |
| Recettes horodateurs                                    | 2 634 454 €        | 2 761 776 €        | 2 952 288 €        | 3 160 535 €        | 3 176 951 €        | 2 942 660 €        |   |
| Redevances d'occupation du domaine public par les taxis | 3 498 €            | 3 604 €            | 3 710 €            | 3 763 €            | 3 869 €            | 3 922 €            |   |
| Autres produits de gestion courante                     |                    |                    |                    |                    |                    | 5 947 €            |   |
| <b>TOTAL Recettes de fonctionnement</b>                 | <b>2 637 952 €</b> | <b>2 765 380 €</b> | <b>2 955 998 €</b> | <b>3 164 298 €</b> | <b>3 180 820 €</b> | <b>2 952 528 €</b> |   |

**Changement mode de gestion :**  
Dijon Métropole (à l'époque Grand Dijon) a confié à son délégataire de service public des transports publics urbains et de la mobilité une partie de la gestion de la compétence.

# Enjeux financiers – zoom sur le personnel

|   | CA 2012          | CA 2013          | CA 2014          | CA 2015          | CA 2016          | CA 2017          |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Agents de surveillance de la voie publique<br>Coût total non proratisé (Dépenses de personnel)<br>= (A) | 560 568 €        | 680 427 €        | 691 133 €        | 680 998 €        | 562 798 €        | 434 516 €        |
| Agents de surveillance de la voie publique :<br>Coût total proratisé à 50%<br>(B) = (A) * 50%           | 280 284 €        | 340 213 €        | 345 566 €        | 340 499 €        | 281 399 €        | 217 258 €        |
| Cellule stationnement - agents de maintenance + administration/encadrement<br>= (C)                     | 174 798 €        | 136 769 €        | 100 205 €        | 103 015 €        | 112 458 €        | 55 438 €         |
| <b>TOTAL Dépenses de fonctionnement</b><br>= (B) + (C)  | <b>455 082 €</b> | <b>476 982 €</b> | <b>445 771 €</b> | <b>443 514 €</b> | <b>393 857 €</b> | <b>272 696 €</b> |
| Proratisation du temps de travail des ASVP sur l'année<br>(chiffre susceptible d'ajustements)           | 50%              |                  |                  |                  |                  |                  |

Le prorata s'explique par le fait que plusieurs missions étaient confiées aux ASVP, dont une partie hors stationnement payant sur voirie (c'est encore le cas aujourd'hui bien qu'ils n'aient plus cette activité liée au stationnement payant) : régulation du stationnement payant, la prévention et la lutte contre les stationnements gênants, la sécurisation des abords de certains groupes scolaires, la mobilisation des ASVP sur les événements nécessitant un dispositif de sécurité conséquent et la participation au filtrage et à la régulation des flux liés au mariage (Cour d'honneur).

|   | CA 2008   | CA 2009         | CA 2010          | CA 2011         | CA 2012          | CA 2013         | CA 2014         | CA 2015         | CA 2016         | CA 2017    | Précisions   |
|---|---|-----------------|------------------|-----------------|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------|--|
| Investissements portés/payés directement par la Ville de Dijon                    | 59 624 €  | 68 929 €        | 142 148 €        | 65 917 €        | 157 609 €        | 41 499 €        | 74 538 €        |                 |                 |            | Investissements incluant <b>principalement</b> :<br>- l'installation de nouveaux horodateurs (remplacement de l'existant)<br>- l'extension des zones de stationnement payant |
| Investissements remboursés par la Ville de Dijon au Grand Dijon / Dijon Métropole |   |                 |                  |                 |                  |                 |                 | 36 512 €        | 15 517 €        | 0 €        | Remboursement dans le cadre des conventions transitoires (la CU/Métropole paie pour le compte de la Ville, et la Ville rembourse)  |
| <b>TOTAL Dépenses d'investissement</b>  | <b>59 624 €</b>                                     | <b>68 929 €</b> | <b>142 148 €</b> | <b>65 917 €</b> | <b>157 609 €</b> | <b>41 499 €</b> | <b>74 538 €</b> | <b>36 512 €</b> | <b>15 517 €</b> | <b>0 €</b> | 74 K€ TTC en moyenne sur la période 2008-2016  |
| <b>TOTAL Recettes d'investissement</b>  | <b>Aucune recette d'investissement (hors FCTVA)</b> |                 |                  |                 |                  |                 |                 |                 |                 |            |  |

## → Autres éléments d'informations : le renouvellement des horodateurs

En 2018, le délégataire des services publics de la mobilité prend en charge le renouvellement intégral de l'ensemble du parc d'horodateurs de Dijon Métropole (implantés à 100% sur le territoire de la Ville de Dijon),

- Le coût de renouvellement de la totalité des horodateurs s'élève à **1 750 505 € TTC**.
- Dans le cadre du contrat de DSP, ce coût est payé par Dijon Métropole dans la durée, via un étalement sur l'ensemble de la durée du contrat dans le cadre du "forfait de charges" payé par Dijon Métropole.
- La durée technique d'amortissement d'un horodateur peut être estimée à environ **15 ans** (estimation services techniques).

## Fonctionnement

- La méthode proposée par la CLECT pour l'évaluation de la charge nette de fonctionnement est le calcul d'une **moyenne de référence sur 5 années**. C'est la méthode qui a été le plus souvent retenue lors des transferts de compétence au cours des dernières années.
- Il n'y a **pas de continuité** dans les données budgétaires en raison de la modification dans le mode de gestion de la compétence (2017 est une année de transition très spécifique).
- La CLECT choisit, dans ce cadre, de ne pas retenir 2017 pour le calcul de la moyenne et de décaler d'un an la période de référence. La CLECT propose de :
  - ❑ calculer la **moyenne sur 5 ans sur la période 2012-2016** ;
  - ❑ majorer les **charges directes déclarées pour tenir compte des charges indirectes** (charges de structure, etc.) selon la méthode retenue en 2015 (**charges indirectes = 4% des dépenses directes**).

## Investissement

- La CLECT propose d'évaluer la charge nette d'investissement à partir du **coût de renouvellement des horodateurs** prévu dans le contrat de DSP, et de **l'annualiser sur 15 ans**.

## Fonctionnement

| Fonctionnement                         | CA 2012            | CA 2013            | CA 2014            | CA 2015            | CA 2016            | CA 2017            |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Dépenses directes                      | 513 146 €          | 571 779 €          | 518 210 €          | 504 815 €          | 541 761 €          | 763 973 €          |
| Dépenses indirectes (calcul 4%)        | 20 526 €           | 22 871 €           | 20 728 €           | 20 193 €           | 21 670 €           |                    |
| <b>Dépenses totales</b>                | <b>533 672 €</b>   | <b>594 650 €</b>   | <b>538 939 €</b>   | <b>525 008 €</b>   | <b>563 431 €</b>   | <b>763 973 €</b>   |
| <b>Recettes totales</b>                | <b>2 637 952 €</b> | <b>2 765 380 €</b> | <b>2 955 998 €</b> | <b>3 164 298 €</b> | <b>3 180 820 €</b> | <b>2 952 528 €</b> |
| <b>Solde net (Recettes - Dépenses)</b> | <b>2 104 280 €</b> | <b>2 170 730 €</b> | <b>2 417 059 €</b> | <b>2 639 290 €</b> | <b>2 617 389 €</b> | <b>2 188 555 €</b> |
| <b>moyenne 5 années (2012-2016)</b>    | <b>2 389 750 €</b> |                    |                    |                    |                    |                    |
| <i>moyenne 5 années (2013-2017)</i>    | <i>pour info</i>   | <b>2 406 605 €</b> |                    |                    |                    |                    |

## Investissement

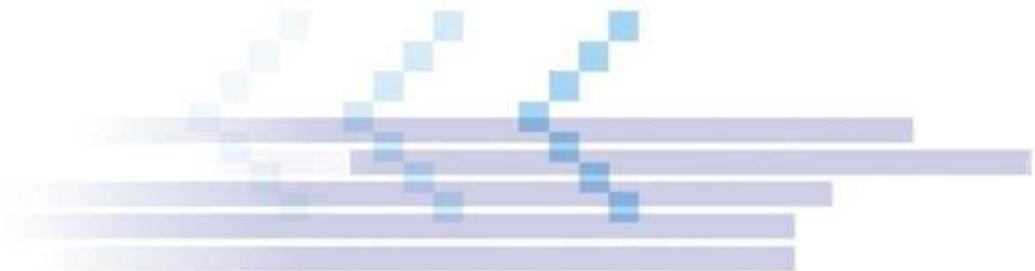
| Investissement                    | Montant          |
|-----------------------------------|------------------|
| Renouvellement des horodateurs    | 1 750 505 €      |
| durée de l'annualisation (années) | 15               |
| <b>Dépenses annualisées</b>       | <b>116 700 €</b> |

**Total :** une perte de recettes nettes de **2 273 050 €** pour la Ville de Dijon (= 2 389 750 € - 116 700 €) qui devra être compensée par une hausse, à due concurrence, de l'attribution de compensation reçue par la Ville.



## F – Échéancier prévisionnel indicatif de l'attribution de compensation de la commune

(données strictement indicatives, l'ajustement de l'attribution de compensation ne relevant pas des prérogatives de la CLECT)



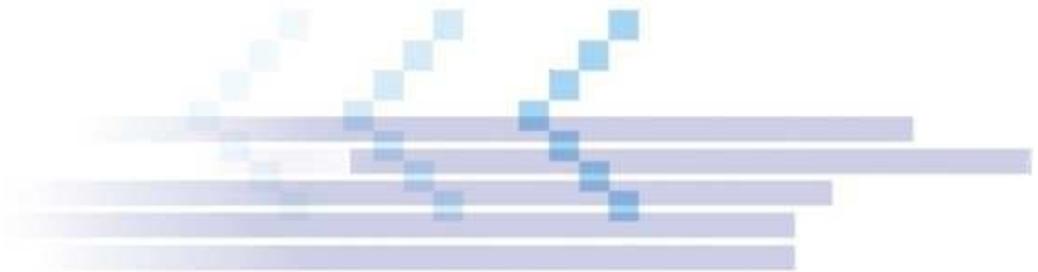
Sur la base de l'évaluation réalisée par la CLECT (produit net transféré de 2 273 050 €), l'échéancier prévisionnel et strictement indicatif de l'attribution de compensation versée par la Métropole à la Ville de Dijon serait le suivant :

- De 2018 à 2039 : **24 360 368 €**
- 2040 (\*) : **24 089 889 €**
- À partir de 2041 (\*) : **24 061 203 €**

(\*) Pour rappel, les ajustements de 2040 et 2041 sont issus du rapport de la CLECT de 2014 concernant l'évaluation du coût net des charges transférées afférentes au stade Gaston Gérard et à la salle d'escalade Cime Altitude 245.



## E – Calendrier





# Rappel sur le délai d'évaluation

## Calendrier prévisionnel / indicatif

19

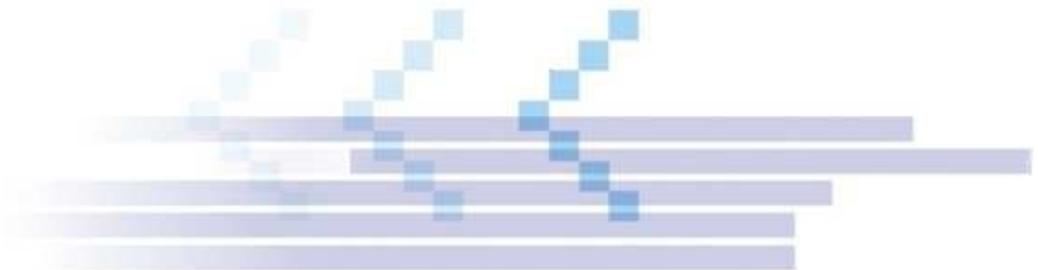
---

La commission locale chargée d'évaluer les charges transférées remet dans un **délai de neuf mois** à compter de la date du transfert un **rapport** évaluant le coût net des charges transférées.

- **Adoption du rapport et ajustement de l'attribution de compensation selon la procédure dite « libre »** : « *Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés **librement** par **délibérations concordantes** du **conseil communautaire**, statuant à la **majorité des deux tiers**, et des **conseils municipaux** des communes membres **intéressées**, en tenant compte du **rapport** de la commission locale d'évaluation des transferts de charges. »*
- **Transmission du rapport à Dijon Métropole et à la Ville de Dijon**
- **Examen du rapport de la CLECT - et du montant révisé de l'attribution de compensation de la commune - par le conseil municipal de Dijon du 25 juin 2018 ;**
- **Examen du rapport de la CLECT par le conseil métropolitain du 28 juin 2018 ;**
- **Approbation du montant définitif d'attribution de compensation 2018 par le conseil métropolitain du 28 juin 2018.**



F – Vote du rapport par la CLECT



## Résultats du vote du 11 juin 2018

→ Nombre de membres de la CLECT : **29**

→ Membres titulaires ou suppléants présents : **21**

→ Pouvoirs : **4**

→ Suffrages exprimés : **25**

→ **Rapport adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés, avec les résultats suivants :**

**POUR : 25 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0**



---

Dijon Métropole

**COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES  
TRANSFÉRÉES (CLECT)**

**ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES AU RAPPORT  
APPROUVÉ PAR LA CLECT LE 11 JUIN 2018**

---

## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>RAPPEL : LE CALCUL DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DES COMMUNES ET LE RÔLE DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT).....</b> | <b>3</b>  |
| <b>1. L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION « FISCALE » .....</b>  | <b>3</b>  |
| <b>2. L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION « CHARGES » ET LE RÔLE DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT) .....</b>                    | <b>4</b>  |
| • La commission chargée de l'évaluation et la portée de l'évaluation selon les textes en vigueur.....  | 5         |
| • Le cadre de l'évaluation issu de la loi du 13 août 2004 .....  | 6         |
| • Les transferts de charges de 2003 .....  | 7         |
| • Les transferts de charges de 2004 .....  | 8         |
| • Les transferts de charges de 2007 .....  | 8         |
| • Les transferts de charges de 2011 .....  | 8         |
| • Les transferts de charges de 2013 .....  | 8         |
| • Les transferts de charges de 2015 .....  | 10        |
| • Les transferts de charges de 2017 .....  | 11        |
| <b>3. L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION AU 31 DECEMBRE 2017 .....</b>  | <b>12</b> |
| <b>ÉCHÉANCIER DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PAR COMMUNE DE 2017 À 2030 APRÈS LA PRISE EN COMPTE DES ÉVALUATIONS DE 2017 .....</b>                         | <b>14</b> |
| <b>LES CHARGES TRANSFÉRÉES ÉVALUÉES PAR LA COMMISSION EN 2018 .....</b>  | <b>15</b> |
| <b>MÉTHODOLOGIE ET PRINCIPES GÉNÉRAUX .....</b>  | <b>15</b> |
| <b>1. LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX POUR L'ÉVALUATION FIXÉS PAR LA CLECT .....</b>  | <b>15</b> |
| • Organisation, calendrier.....  | 15        |
| • Les grands principes ayant guidé les travaux de la CLECT .....   | 15        |
| <b>LE STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE .....</b>  | <b>16</b> |
| <b>1. CONTEXTE .....</b>   | <b>16</b> |
| • Description générale de la « compétence » « stationnement payant sur voirie » .....  | 16        |
| • Le stationnement payant avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2018 sur le territoire de Dijon Métropole.....  | 16        |
| • Le stationnement payant sur voirie depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2018 sur le territoire de Dijon Métropole.....  | 17        |
| <b>2. DONNÉES DISPONIBLES POUR L'ÉVALUATION.....</b>   | <b>17</b> |
| • Données brutes en fonctionnement.....  | 17        |
| • Détail des charges de personnel .....  | 18        |
| • Dépenses d'investissement.....   | 18        |
| <b>3. MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION .....</b>  | <b>19</b> |
| • Principes généraux.....  | 19        |
| • Mise en œuvre de ces principes – résultats de l'évaluation.....  | 20        |
| • Conséquences sur l'attribution de compensation de la Ville de Dijon .....  | 21        |

## RAPPEL : LE CALCUL DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DES COMMUNES ET LE RÔLE DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT)

L'attribution de compensation est le mécanisme clé de l'intercommunalité à fiscalité professionnelle unique :

- pour sa part « **fiscale** », elle autorise le maintien des ressources acquises par les communes au moment du passage en fiscalité professionnelle unique et la neutralisation de l'existant ;
- pour sa part « **charges** », elle accompagne le développement de l'intercommunalité par la valorisation des charges transférées par les communes et le transfert à la structure intercommunale des ressources nécessaires à l'exercice de ses compétences.

Cette « correction des charges transférées » est prévue et encadrée par l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, modifié notamment par les lois du 12 juillet 1999 (dite Loi Chevènement) et du 13 août 2004, qui confient le travail d'évaluation à une commission spécifique et la validation de la correction effective aux communes.

### **1. L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION « FISCALE »**

---

Le groupement a l'obligation de restituer à l'euro près le montant de produit de fiscalité professionnelle (y compris certaines compensations fiscales) perçu par chaque commune l'année précédant la mise en œuvre de la fiscalité professionnelle unique ou l'année précédant l'entrée de la commune dans la communauté qui applique une fiscalité professionnelle unique.

Ce retour vers les communes s'effectue par le biais de l'attribution de compensation « fiscale » (AC « fiscale »).

Cette compensation des ressources fiscales transférées au Grand Dijon, devenu depuis Dijon Métropole, par ses communes-membres représente 53 386 373 €.

|                      | <b>AC fiscale<br/>calculée en<br/>2000<br/>(transformation<br/>du district en<br/>CA)</b> | <b>AC fiscales<br/>calculée en<br/>2004<br/>(entrée de 5<br/>communes dans<br/>la CA)</b> | <b>AC fiscale<br/>calculée en<br/>2007<br/>(entrée d'1<br/>commune dans<br/>la CA)</b> | <b>AC fiscale<br/>calculée en<br/>2013<br/>(entrée de 2<br/>communes dans<br/>la CA)</b> | <b>AC fiscale</b> |
|----------------------|---|---|--|--|-------------------|
| AHUY                 | 151 112   |   |  |  | 151 112           |
| BRESSEY SUR TILLE    |   | 30 122  |  |  | 30 122            |
| BRETENIERE           |   | 229 547   |  |  | 229 547           |
| CHENOVE              | 6 748 533   |   |  |  | 6 748 533         |
| CHEVIGNY ST SAUVEUR  | 2 034 089   |   |  |  | 2 034 089         |
| CORCELLES LES MONTS  |   |   |  | 126 219  | 126 219           |
| CRIMOLOIS            |   | 120 181   |  |  | 120 181           |
| DAIX                 | 383 625   |   |  |  | 383 625           |
| DIJON                | 29 460 325  |   |  |  | 29 460 325        |
| FENAY                |   |   | 64 873   |  | 64 873            |
| FLAVIGNEROT          |   |   |  | 72 337   | 72 337            |
| FONTAINE-LES-DIJON   | 673 177   |   |  |  | 673 177           |
| HAUTEVILLE LES DIJON |   | 41 177  |  |  | 41 177            |
| LONGVIC              | 4 098 582   |   |  |  | 4 098 582         |
| MAGNY SUR TILLE      |   | 55 862  |  |  | 55 862            |
| MARSANNAY-LA-COTE    | 1 149 209   |   |  |  | 1 149 209         |
| NEUILLY-LES-DIJON    | 43 031  |   |  |  | 43 031            |
| OUGES                | 312 681   |   |  |  | 312 681           |
| PERRIGNY-LES-DIJON   | 130 596   |   |  |  | 130 596           |
| PLOMBIERES-LES-DIJON | 274 397   |   |  |  | 274 397           |
| QUETIGNY             | 4 389 321   |   |  |  | 4 389 321         |
| ST APOLLINAIRE       | 2 010 434   |   |  |  | 2 010 434         |
| SENNECEY-LES-DIJON   | 120 589   |   |  |  | 120 589           |
| TALANT               | 666 354   |   |  |  | 666 354           |
| <b>TOTAL</b>         | <b>52 646 055</b>   | <b>476 889</b>  | <b>64 873</b>  | <b>198 556</b>   | <b>53 386 373</b> |

## 2. L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION « CHARGES » ET LE RÔLE DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT)

L'attribution de compensation (AC) est également diminuée des charges transférées par les communes lors de la création de l'établissement public de coopération intercommunale, ainsi que lors de tout transfert de compétence ou d'équipement ultérieur par les communes.

L'AC « charges » vient donc minorer ou majorer l'AC « fiscale ».

S'agissant des charges transférées, celles-ci peuvent :

- soit venir minorer les attributions de compensation (cas le plus fréquent d'un transfert de compétence-s des communes à l'EPCI) ;
- soit, au contraire, venir majorer les attributions de compensation (cas d'un transfert de compétence-s comportant plus de produits transférés que de charges transférées).

- **LA COMMISSION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION ET LA PORTÉE DE L'ÉVALUATION SELON LES TEXTES EN VIGUEUR**

Le montant des charges transférées est évalué par la commission d'évaluation des transferts de charges (CLETC ou CLECT), dans laquelle chaque commune doit être représentée.

L'article 1609 nonies C du CGI précise la composition et le rôle de la commission :

*« ...Il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale [...] et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges.*

*Cette commission est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.*

*La commission élit son président et un vice-président parmi ses membres. Le président convoque la commission et détermine son ordre du jour ; il en préside les séances. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le vice-président ».*

La commission rédige et adopte un rapport, soumis ensuite aux conseils municipaux des communes-membres.

La correction des attributions de compensation peut s'effectuer lorsque la majorité qualifiée des conseils municipaux a approuvé le rapport de la commission, c'est-à-dire :

- deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ;
- ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

Dans certains cas, par exemple lorsque l'évaluation des charges transférées ne concerne qu'une seule commune (ou qu'une partie des communes-membres de l'EPCI), la correction de l'attribution de compensation peut être effectuée par le biais d'une procédure dite de révision « libre ». Dans le cadre de cette procédure, l'ajustement de l'attribution de la compensation de la commune est effectué par délibérations concordantes du conseil métropolitain, statuant à la majorité des deux tiers, et du conseil municipal de la commune intéressée (ou des communes intéressées), lesquelles délibérations doivent être prises « en tenant compte » du rapport de la CLECT.

- **LE CADRE DE L'ÉVALUATION ISSU DE LA LOI DU 13 AOÛT 2004**

Les avancées apportées par cette loi dans le domaine de l'évaluation de droit commun concernent :

- **La période de référence pour l'évaluation du fonctionnement**

Pour le fonctionnement non lié à un équipement transféré (services transférés, services administratifs, etc.), il revient à la commission de fixer la période de référence.

*« Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission ».*

- **La méthode d'évaluation de l'investissement et l'évaluation des charges liées aux équipements transférés**

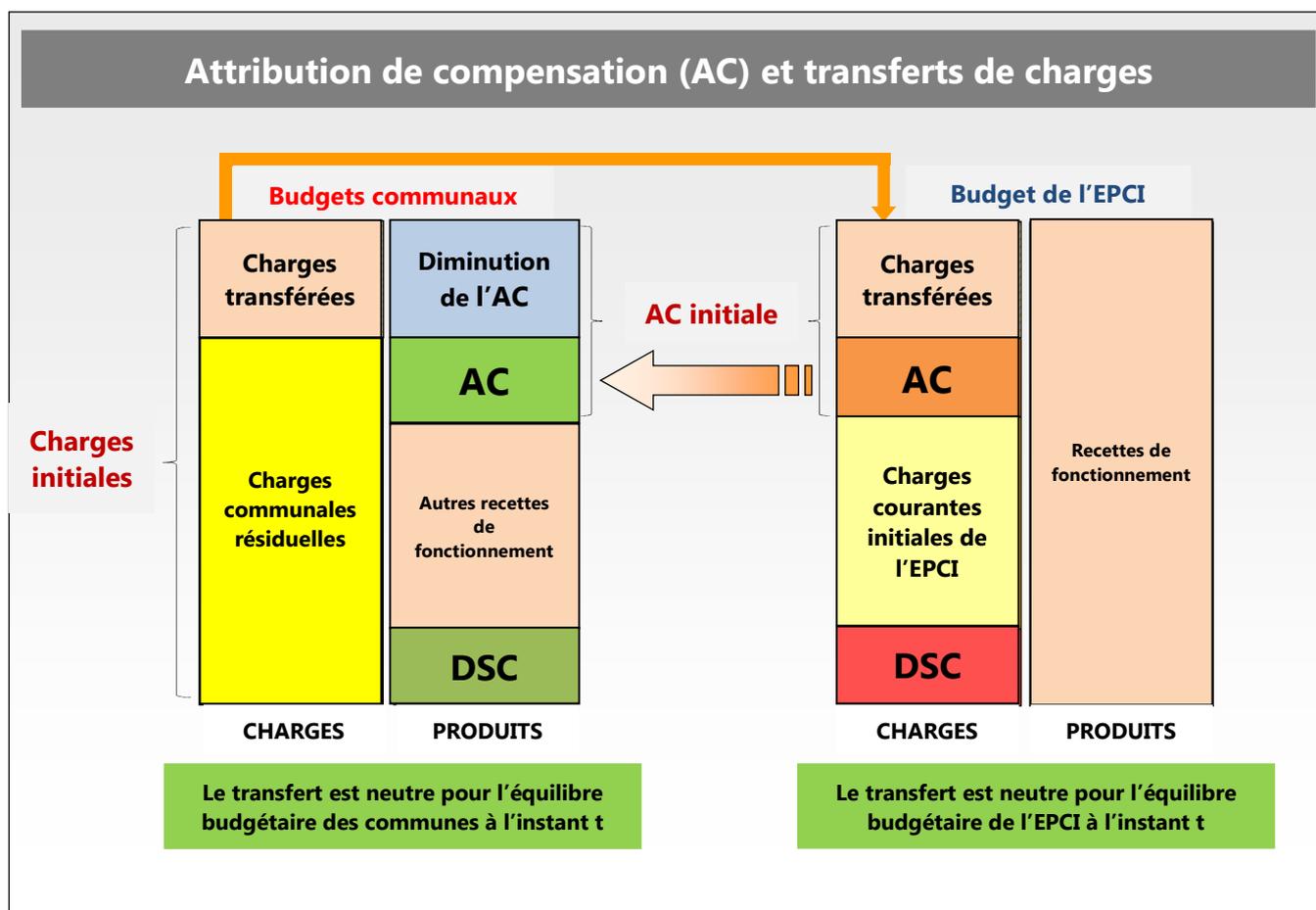
L'évaluation se fait sur la base d'un raisonnement économique, la loi introduisant, d'une part, la notion de coût de renouvellement et, d'autre part, la traduction d'une dépense d'investissement en un coût annualisé. Pour les équipements transférés (et leur fonctionnement lié), aucune période de référence n'est imposée par la loi.

*« Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année ».*

On retire de cette rédaction que :

- Le texte fait explicitement référence à une notion d'évaluation, et **non de simple calcul**.
- Les termes « *d'après leur coût réel* » employés sont différents de « égal au coût réel ». La commission doit donc proposer une méthode d'évaluation tenant compte non seulement des coûts, mais pouvant également intégrer d'autres paramètres.
- Le texte utilise les termes « *dans les budgets communaux* », différents de « chaque budget communal ». La commission peut donc proposer de retenir des coûts moyens à appliquer à chacun.
- Le texte fait référence à la notion de charge « *nette* » : les autres recettes budgétaires affectées à la charge brute doivent donc être prises en compte.

Le schéma ci-dessous illustre la neutralisation d'un transfert de charges effectué en t.



## • LES TRANSFERTS DE CHARGES DE 2003

Le Conseil Communautaire de la Communauté de l'agglomération Dijonnaise (COMADI) a déterminé l'intérêt communautaire de ses compétences le 10 octobre 2002. Cette définition a induit de nouveaux transferts de charges à la Communauté, transferts dont les montants ont été validés par la Commission d'évaluation des charges transférées le 3 septembre 2003.

- Les aides directes versées aux entreprises.
- L'animation et la gestion des aires d'accueil pour les gens du voyage.
- Abribus, équipements sanitaires et annexes relevant du réseau de transport urbain.
- La voirie d'intérêt communautaire :
  - Les voies en site propre du réseau de transport urbain en application du PDU.
  - Les voies situées dans l'emprise des zones d'activité économiques d'intérêt communautaire existantes et à caractère industriel et logistique.
  - Les voies ferrées communales assurant l'embranchement des zones d'activité économique d'intérêt communautaire au Réseau Ferré de France.

- **LES TRANSFERTS DE CHARGES DE 2004**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2004, la Communauté s'est étendue à cinq nouvelles communes : Bressey-sur-Tille, Bretenière, Crimolois, Hauteville-lès-Dijon et Magny-sur-Tille. Au moment de l'extension du périmètre, l'ensemble des compétences déjà communautaires est transféré des nouvelles communes vers la Communauté (CLECT du 10 juin 2004).

- **LES TRANSFERTS DE CHARGES DE 2007**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2007, la Communauté s'est étendue à la commune de Féney. Au moment de l'extension du périmètre, l'ensemble des compétences déjà communautaires a été transféré de la commune entrante vers la Communauté (CLECT du 24 mai 2007).

- **LES TRANSFERTS DE CHARGES DE 2011**

Le transfert de charges des réseaux de chauffage urbain à la Communauté a été validé par la Commission d'évaluation des charges transférées le 16 novembre 2011.

- **LES TRANSFERTS DE CHARGES DE 2013**

D'une part, le 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Communauté s'est étendue à deux nouvelles communes : Corcelles-les-Monts et Flavignerot. Au moment de l'extension du périmètre, l'ensemble des compétences déjà communautaires est transféré des nouvelles communes vers la Communauté (CLECT du 16 janvier 2014).

D'autre part, le transfert de charges à la Communauté du Grand Stade (stade Gaston Gérard) et de la Salle d'Escalade Cime Altitude 245 a été validé par la Commission d'évaluation des charges transférées le 16 janvier 2014.

Au total, les transferts de charges évalués par la CLECT entre 2003 et 2014 ont représenté **1 649 717 €** (une valeur négative dans le tableau ci-dessous signifie que les charges transférées par la commune sont supérieures aux recettes transférées).

|                      | <b>Transferts<br/>de charges<br/>au 31 12<br/>2014</b> |
|----------------------|--|
| AHUY                 | -753   |
| BRESSEY SUR TILLE    | -9 583   |
| BRETENIERE           | -10 686  |
| CHENOVE              | 10 574   |
| CHEVIGNY ST SAUVEUR  | -147 574   |
| CORCELLES LES MONTS  | -11 403  |
| CRIMOLOIS            | -8 967   |
| DAIX                 | -1 024   |
| DIJON                | -1 124 419   |
| FENAY                | -22 714  |
| FLAVIGNEROT          | -2 975   |
| FONTAINE-LES-DIJON   | 0  |
| HAUTEVILLE LES DIJON | -17 852  |
| LONGVIC              | -134 474   |
| MAGNY SUR TILLE      | -11 252  |
| MARSANNAY-LA-COTE    | -10 145  |
| NEUILLY-LES-DIJON    | -1 369   |
| OUGES                | -132   |
| PERRIGNY-LES-DIJON   | -1 597   |
| PLOMBIERES-LES-DIJON | -2 282   |
| QUETIGNY             | -32 711  |
| ST APOLLINAIRE       | -72 748  |
| SENNECEY-LES-DIJON   | -2 054   |
| TALANT               | -33 577  |
| <b>TOTAL</b>         | <b>-1 649 717</b>                                      |

• **LES TRANSFERTS DE CHARGES DE 2015**

Les transferts de charges induits par la transformation en Communauté urbaine ont fait l'objet d'une évaluation dans un rapport validé par la CLECT le 19 octobre 2015. Ces transferts, d'un montant net global de **10 442 444 €**, correspondaient aux compétences suivantes :

- « création, aménagement et entretien de la voirie ; signalisation » (compétences incluant les accessoires de voirie : éclairage public, espaces verts, eaux pluviales etc.) » ;
- « documents d'urbanisme (plan local d'urbanisme intercommunal) » ;
- « concessions de la distribution publique de gaz et d'électricité » ;
- « parcs et aires de stationnement » (stationnement en ouvrage) ;
- « équilibre social de l'habitat et politique de la ville » ;
- développement économique et zones d'activités (compétence pour laquelle la CLECT avait décidé de ne pas valoriser de charge transférée).

| Commune               | AC Charge Voirie  | AC Charge Energie | AC Taxes Urbanisme | AC Charge Stationnement en ouvrage | transferts évaluation oct 2015 |
|-----------------------|-------------------|-------------------|--------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| AHUY                  | 223 639           | 0                 | -28 614            |                                    | 195 025                        |
| BRESSEY SUR TILLE     | 27 951            | 0                 | -1 583             |                                    | 26 368                         |
| BRETENIERE            | 51 560            | 0                 | -25 665            |                                    | 25 895                         |
| CHENOVE               | 798 744           | 2 799             | -179 697           |                                    | 621 846                        |
| CHEVIGNY ST SAUVEUR   | 732 819           | 0                 | -18 835            |                                    | 713 984                        |
| CORCELLES LES MONTS   | 39 420            | 0                 | -6 774             |                                    | 32 646                         |
| CRIMOLOIS             | 36 016            | 0                 | -30 203            |                                    | 5 812                          |
| DAIX                  | 175 853           | 0                 | -11 576            |                                    | 164 277                        |
| DIJON                 | 6 064 419         | -249 059          | -1 723 568         | 1 087 772                          | 5 179 564                      |
| FENAY                 | 109 482           | 0                 | -49 174            |                                    | 60 308                         |
| FLAVIGNEROT           | 23 214            | 0                 | -3 025             |                                    | 20 188                         |
| FONTAINE-LES-DIJON    | 641 786           | 0                 | -131 677           |                                    | 510 109                        |
| HAUTEVILLE LES DIJON  | 63 234            | 0                 | -7 461             |                                    | 55 773                         |
| LONGVIC               | 876 304           | -8 639            | -195 454           |                                    | 672 211                        |
| MAGNY SUR TILLE       | 23 768            | 0                 | -7 017             |                                    | 16 751                         |
| MARSANNAY-LA-COTE     | 383 563           | 0                 | -55 026            |                                    | 328 537                        |
| NEUILLY-LES-DIJON     | 64 659            | 0                 | -6 022             |                                    | 58 637                         |
| OUGES                 | 71 252            | 0                 | -1 829             |                                    | 69 424                         |
| PERRIGNY-LES-DIJON    | 34 839            | 0                 | -39 132            |                                    | -4 292                         |
| PLOMBIERES-LES-DIJON  | 102 039           | 0                 | -8 040             |                                    | 93 999                         |
| QUETIGNY              | 769 281           | 0                 | -120 240           |                                    | 649 041                        |
| ST APOLLINAIRE        | 380 239           | 0                 | -67 417            |                                    | 312 822                        |
| SENNECEY-LES-DIJON    | 104 480           | -1 362            | -39 106            |                                    | 64 012                         |
| TALANT                | 677 138           | 0                 | -107 633           |                                    | 569 506                        |
| <b>TOTAL COMMUNES</b> | <b>12 475 699</b> | <b>-256 261</b>   | <b>-2 864 766</b>  | <b>1 087 772</b>                   | <b>10 442 444</b>              |

Il faut également rappeler que la CLECT de 2015 a souhaité que les emprunts communaux réalisés pour la voirie ne soient pas transférés au Grand Dijon.

En d'autres termes, chaque commune continue ainsi d'assumer le remboursement de l'annuité desdits emprunts. Cette décision est logique dans un contexte de globalisation de l'emprunt communal (pas d'emprunts affectés spécifiquement à la voirie) et reflète la volonté de la CLECT de ne pas voir transférer au Grand Dijon d'emprunts comportant des risques de taux.

La CLECT a alors dû mettre en œuvre une méthode tenant compte de l'absence de transfert des emprunts par les communes, mais qui permette dans le même temps de maintenir une charge nette constante pour les communes en s'appuyant sur le mode de financement historique.

Ainsi la charge nette globale en matière de voirie se décompose en une charge nette de fonctionnement annualisée, constante et une charge nette d'investissement croissante sur une durée de 15 ans (puis constante ensuite), en raison de la prise en compte du mode de financement.

## • **LES TRANSFERTS DE CHARGES DE 2017**

Les transferts de compétences suivants ont été évalués en 2017 par la CLECT :

- le transfert à Dijon Métropole de la compétence « promotion du tourisme, dont la création d'offices du tourisme », au travers notamment de la création d'un office de tourisme métropolitain et l'institution d'une taxe de séjour intercommunale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;
- le transfert à Dijon Métropole de la compétence « Défense Extérieure Contre l'Incendie » (transfert de droit dans le cadre du décret n° 2017-635 du 25 avril 2017 portant création de la métropole dénommée « Dijon Métropole ») ;
- l'exercice direct par Dijon Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, sur l'ensemble de son territoire, du rôle d'Autorité organisatrice de la distribution d'électricité, dans un contexte de dissolution du Syndicat intercommunal d'électrification et des réseaux téléphoniques de Plombières-lès-Dijon (SIERT) et de sortie de Dijon Métropole du Syndical Intercommunal d'Énergies de Côte-d'Or (SICECO).
- l'exercice anticipé par Dijon Métropole de la compétence dite « GEMAPI » (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) à compter du 15 avril 2017.
- la mise en place d'un service commun de la direction générale des services de Dijon Métropole, de la Ville de Dijon, et du CCAS de Dijon (délibérations du conseil communautaire du 30 mars 2017, du conseil municipal de Dijon du 20 mars 2017, et du conseil d'administration du CCAS du 4 avril 2017), avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2017.

## **Résultats globaux : Charge nette évaluée par la CLECT en année pleine (exercices 2018 et suivants)**

| Commune               | AC charges Services Communs | AC charges Tourisme | AC charges GEMAPI | AC charges distribution électrique + éclairage public | AC charges DECI | TOTAL AC Charges évaluation octobre 2017 |
|-----------------------|-----------------------------|---------------------|-------------------|---|-----------------|--|
| AHUY                  |                             | 0                   | 1 584             | -11 545   | 2 735           | -7 226                                   |
| BRESSEY SUR TILLE     |                             | 0                   | 1 027             | -3 582  | 1 323           | -1 232                                   |
| BRETENIERE            |                             | 0                   | 1 801             | -10 231   | 1 588           | -6 842                                   |
| CHENOVE               |                             | -10 202             | 19 244            |   | 10 057          | 19 099                                   |
| CHEVIGNY ST SAUVEUR   |                             | 0                   | 11 462            | 154 290   | 10 587          | 176 339                                  |
| CORCELLES LES MONTS   |                             | 0                   | 1 464             | -5 989  | 1 147           | -3 378                                   |
| CRIMOLOIS             |                             | 0                   | 1 122             | -2 875  | 1 323           | -430                                     |
| DAIX                  |                             | 0                   | 1 870             | -7 403  | 2 117           | -3 416                                   |
| DIJON                 | 421 000                     | 281 773             | 270 971           |   | 95 280          | 1 069 024                                |
| FENAY                 |                             | 0                   | 3 439             | -18 412   | 4 499           | -10 474                                  |
| FLAVIGNEROT           |                             | 0                   | 429               | -4 698  | 441             | -3 828                                   |
| FONTAINE-LES-DIJON    |                             | 0                   | 11 590            | 90 913  | 9 969           | 112 472                                  |
| HAUTEVILLE LES DIJON  |                             | 0                   | 1 584             | -9 480  | 1 588           | -6 308                                   |
| LONGVIC               |                             | 0                   | 15 455            |   | 10 498          | 25 953                                   |
| MAGNY SUR TILLE       |                             | 0                   | 1 843             | -3 671  | 882             | -946                                     |
| MARSANNAY-LA-COTE     |                             | -50 463             | 7 977             |   | 6 881           | -35 605                                  |
| NEUILLY-LES-DIJON     |                             | 0                   | 3 506             | -5 795  | 2 029           | -260                                     |
| OUGES                 |                             | 0                   | 3 218             | -4 459  | 2 382           | 1 141                                    |
| PERRIGNY-LES-DIJON    |                             | 0                   | 2 843             | -3 512  | 2 558           | 1 889                                    |
| PLOMBIERES-LES-DIJON  |                             | 0                   | 3 594             | 37 811  | 2 117           | 43 522                                   |
| QUETIGNY              |                             | 0                   | 2 762             | 158 721   | 9 881           | 171 364                                  |
| ST APOLLINAIRE        |                             | -78 256             | 2 301             | 135 122   | 8 381           | 67 548                                   |
| SENNECEY-LES-DIJON    |                             | 0                   | 985               | 24 400  | 2 294           | 27 679                                   |
| TALANT                |                             | 0                   | 14 264            | 8 626   | 9 616           | 32 506                                   |
| <b>TOTAL COMMUNES</b> | <b>421 000</b>              | <b>142 853</b>      | <b>386 335</b>    | <b>518 231</b>  | <b>200 173</b>  | <b>1 668 592</b>                         |

### **3. L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION AU 31 DECEMBRE 2017**

L'attribution de compensation constitue donc le solde entre l'« **attribution de compensation fiscale** » et « **l'attribution de compensation charges** ».

Ce solde peut devenir négatif après des transferts importants de compétences : à titre d'exemple, un tiers des communes françaises appartenant à des communautés urbaines ou des métropoles ont ainsi des attributions de compensation négatives.

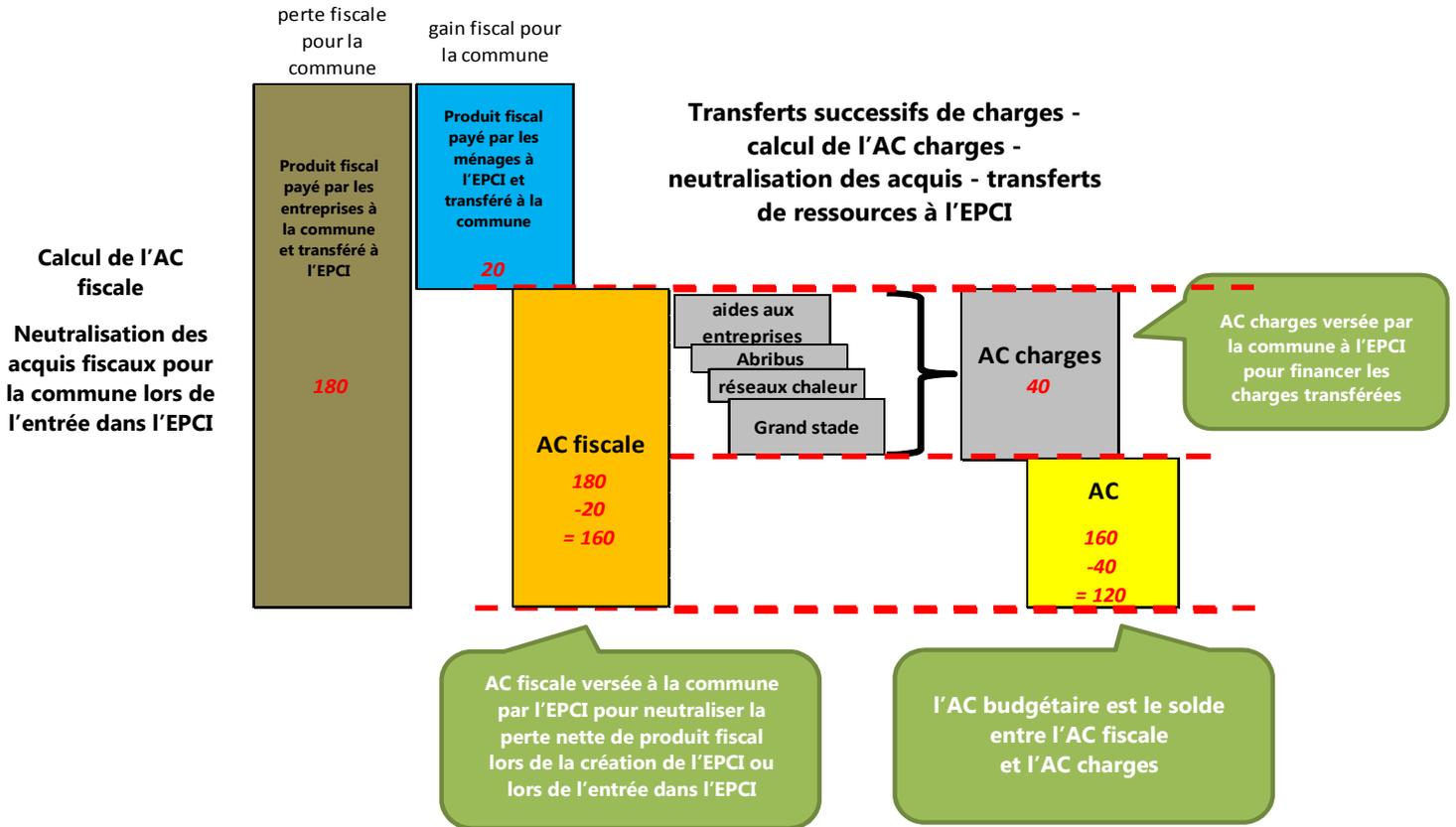
L'article 1609 nonies C du CGI dispose que :

*« L'établissement public de coopération intercommunale verse à chaque commune membre une attribution de compensation. Elle ne peut être indexée.*

*Lorsque l'attribution de compensation est négative, l'établissement public de coopération intercommunale peut demander à la commune d'effectuer, à due concurrence, un versement à son profit.*

*Les attributions de compensation fixées [...] constituent une dépense obligatoire pour l'établissement public de coopération intercommunale ou, le cas échéant, les communes membres. »*

## Le schéma de constitution des AC – rappel



## ÉCHÉANCIER DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PAR COMMUNE DE 2017 À 2030 APRÈS LA PRISE EN COMPTE DES ÉVALUATIONS DE 2017

En raison des méthodologies d'évaluation 2015 de la « compétence voirie » et accessoires (avec une méthode d'évaluation tenant compte du mode de financement par emprunt des investissements des communes), l'échéancier prévisionnel 2017 à 2030 des attributions de compensation des 24 communes est récapitulé ci-après. L'échéancier a été établi avec une règle d'arrondi à l'euro supérieur ou inférieur le plus proche.

| Commune               | AC 2017           | AC 2018           | AC 2019           | AC 2020           | AC 2021           | AC 2022           | AC 2023           | AC 2024           | AC 2025           | AC 2026           | AC 2027           | AC 2028           | AC 2029           | AC 2030           |
|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| AHUY                  | -36 130           | -37 440           | -37 440           | -37 440           | -37 440           | -37 440           | -37 440           | -37 440           | -37 440           | -37 440           | -37 440           | -37 440           | -37 440           | -37 440           |
| BRESSEY SUR TILLE     | -4 710            | -5 828            | -6 238            | -6 648            | -7 058            | -7 468            | -7 878            | -8 288            | -8 699            | -9 109            | -9 519            | -9 929            | -10 339           | -10 749           |
| BRETENIERE            | 198 582           | 196 453           | 195 335           | 194 217           | 193 099           | 191 981           | 190 863           | 189 744           | 188 626           | 187 508           | 186 390           | 185 272           | 184 154           | 183 035           |
| CHENOVE               | 6 102 867         | 6 082 247         | 6 070 276         | 6 058 304         | 6 046 333         | 6 034 361         | 6 022 389         | 6 010 418         | 5 998 446         | 5 986 475         | 5 974 503         | 5 962 532         | 5 950 560         | 5 938 589         |
| CHEVIGNY ST SAUVEUR   | 1 002 783         | 996 192           | 996 192           | 996 192           | 996 192           | 996 192           | 996 192           | 996 192           | 996 192           | 996 192           | 996 192           | 996 192           | 996 192           | 996 192           |
| CORCELLES LES MONTS   | 84 692            | 83 098            | 82 282            | 81 465            | 80 648            | 79 832            | 79 015            | 78 198            | 77 382            | 76 565            | 75 748            | 74 932            | 74 115            | 73 298            |
| CRIMOLOIS             | 105 724           | 104 567           | 104 146           | 103 724           | 103 303           | 102 881           | 102 460           | 102 039           | 101 617           | 101 196           | 100 774           | 100 353           | 99 931            | 99 510            |
| DAIX                  | 222 937           | 221 740           | 221 740           | 221 740           | 221 740           | 221 740           | 221 740           | 221 740           | 221 740           | 221 740           | 221 740           | 221 740           | 221 740           | 221 740           |
| DIJON                 | 22 379 578        | 22 087 318        | 22 087 318        | 22 087 318        | 22 087 318        | 22 087 318        | 22 087 318        | 22 087 318        | 22 087 318        | 22 087 318        | 22 087 318        | 22 087 318        | 22 087 318        | 22 087 318        |
| FENAY                 | -5 283            | -7 675            | -7 675            | -7 675            | -7 675            | -7 675            | -7 675            | -7 675            | -7 675            | -7 675            | -7 675            | -7 675            | -7 675            | -7 675            |
| FLAVIGNEROT           | 53 262            | 53 002            | 53 002            | 53 002            | 53 002            | 53 002            | 53 002            | 53 002            | 53 002            | 53 002            | 53 002            | 53 002            | 53 002            | 53 002            |
| FONTAINE-LES-DIJON    | 47 826            | 36 791            | 32 189            | 27 587            | 22 986            | 18 384            | 13 782            | 9 181             | 4 579             | -23               | -4 624            | -9 226            | -13 828           | -18 429           |
| HAUTEVILLE LES DIJON  | -27 897           | -30 200           | -31 554           | -32 907           | -34 261           | -35 614           | -36 967           | -38 321           | -39 674           | -41 028           | -42 381           | -43 735           | -45 088           | -46 441           |
| LONGVIC               | 3 265 768         | 3 254 124         | 3 250 184         | 3 246 244         | 3 242 304         | 3 238 364         | 3 234 424         | 3 230 484         | 3 226 544         | 3 222 604         | 3 218 664         | 3 214 724         | 3 210 784         | 3 206 844         |
| MAGNY SUR TILLE       | 28 354            | 26 925            | 26 298            | 25 672            | 25 045            | 24 419            | 23 792            | 23 166            | 22 539            | 21 913            | 21 286            | 20 660            | 20 033            | 19 407            |
| MARSANNAY-LA-COTE     | 827 927           | 812 173           | 800 854           | 789 534           | 778 215           | 766 895           | 755 576           | 744 256           | 732 937           | 721 617           | 710 298           | 698 978           | 687 659           | 676 339           |
| NEUILLY-LES-DIJON     | -19 767           | -23 749           | -26 094           | -28 438           | -30 783           | -33 128           | -35 472           | -37 817           | -40 162           | -42 506           | -44 851           | -47 196           | -49 540           | -51 885           |
| OUGES                 | 243 649           | 241 984           | 241 984           | 241 984           | 241 984           | 241 984           | 241 984           | 241 984           | 241 984           | 241 984           | 241 984           | 241 984           | 241 984           | 241 984           |
| PERRIGNY-LES-DIJON    | 130 471           | 127 586           | 126 314           | 125 042           | 123 771           | 122 499           | 121 227           | 119 955           | 118 683           | 117 411           | 116 139           | 114 867           | 113 595           | 112 323           |
| PLOMBIERES-LES-DIJON  | 127 185           | 120 947           | 116 398           | 111 849           | 107 299           | 102 750           | 98 201            | 93 652            | 89 103            | 84 554            | 80 005            | 75 456            | 70 906            | 66 357            |
| QUETIGNY              | 3 529 973         | 3 521 030         | 3 515 972         | 3 510 914         | 3 505 855         | 3 500 797         | 3 495 739         | 3 490 680         | 3 485 622         | 3 480 564         | 3 475 505         | 3 470 447         | 3 465 389         | 3 460 330         |
| ST APOLLINAIRE        | 1 556 178         | 1 550 685         | 1 548 475         | 1 546 264         | 1 544 054         | 1 541 843         | 1 539 633         | 1 537 423         | 1 535 212         | 1 533 002         | 1 530 791         | 1 528 581         | 1 526 370         | 1 524 160         |
| SENNECEY-LES-DIJON    | 19 648            | 14 550            | 10 453            | 6 355             | 2 257             | -1 841            | -5 939            | -10 037           | -14 135           | -18 232           | -22 330           | -26 428           | -30 526           | -34 624           |
| TALANT                | -27 298           | -66 962           | -99 537           | -132 113          | -164 689          | -197 264          | -229 840          | -262 416          | -294 991          | -327 567          | -360 143          | -392 718          | -425 294          | -457 870          |
| <b>TOTAL COMMUNES</b> | <b>39 806 319</b> | <b>39 359 558</b> | <b>39 270 874</b> | <b>39 182 186</b> | <b>39 093 499</b> | <b>39 004 812</b> | <b>38 916 126</b> | <b>38 827 438</b> | <b>38 738 750</b> | <b>38 650 065</b> | <b>38 561 376</b> | <b>38 472 691</b> | <b>38 384 002</b> | <b>38 295 315</b> |

**En rouge** : montant d'AC à verser par la commune (AC dite « négative »)  
**En vert** : montant d'AC perçu par la commune

## LES CHARGES TRANSFÉRÉES ÉVALUÉES PAR LA COMMISSION EN 2018

Le rapport ci-après présente les modalités d'évaluation du coût net des charges transférées par la Ville de Dijon à Dijon Métropole, dans le cadre du transfert de la compétence « **stationnement payant sur voirie** » au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

## MÉTHODOLOGIE ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

### 1. LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX POUR L'ÉVALUATION FIXÉS PAR LA CLECT

- **ORGANISATION, CALENDRIER**

La CLECT s'est réunie à deux reprises au cours de l'année 2018 afin de fixer, comme la loi l'y engage, une **évaluation** des charges transférées :

- 15 mai 2018 : réunion de lancement des travaux de la CLECT, présentation des enjeux et du périmètre des transferts à évaluer. Analyse des premiers résultats sur la base des données recueillies, demande d'informations complémentaires, débats sur les méthodes d'évaluation et choix d'une méthode, fixation du calendrier de validation.
- 11 juin 2018 : analyse des résultats sur la base de données ajustées et mise en œuvre de la méthodologie d'évaluation choisie le 15 mai par la CLECT. Validation de l'évaluation proposée à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Le traitement de l'information a été réalisé par le cabinet Ressources Consultants Finances, spécialisé en la matière, selon les préconisations et les choix opérés par la CLECT.

- **LES GRANDS PRINCIPES AYANT GUIDÉ LES TRAVAUX DE LA CLECT**

Comme à chaque transfert la CLECT a rappelé les grands objectifs qui guident son travail :

- ❖ **La neutralité budgétaire**
- ❖ **L'équité des transferts**
- ❖ **La soutenabilité des transferts**

## LE STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE

### 1. CONTEXTE

---

- **DESCRIPTION GÉNÉRALE DE LA « COMPÉTENCE » « STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE »**

Dans le cadre de leur politique de stationnement, les collectivités peuvent décider de réglementer le stationnement sur voirie. Il convient alors de distinguer le stationnement réglementé payant, du stationnement réglementé gratuit (ancienne « zone bleue »).

Le stationnement réglementé payant, pour lequel les collectivités perçoivent les redevances acquittées à l'horodateur, est concerné par une réforme de décentralisation et de dépenalisation qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le stationnement réglementé gratuit demeure quant à lui dans le domaine pénal<sup>1</sup>.

**Seul, le stationnement réglementé payant sur voirie est l'objet de cette évaluation.**

L'objectif de la réforme de décentralisation est de donner davantage de compétences aux collectivités locales pour mettre en œuvre un véritable service public du stationnement, incluant la définition de la stratégie pour l'ensemble de la tarification et une meilleure incitation au paiement par un renforcement de la surveillance. Pour cela, le système passe d'une organisation pénale identique sur l'ensemble du territoire national à une organisation locale au moyen de la décentralisation et de la dépenalisation du stationnement payant sur voirie.

La Loi MAPTAM du 27 janvier 2014 (article 63) autorise ainsi le conseil métropolitain à instituer une redevance de stationnement.

Si l'automobiliste ne paie pas ou ne paie que partiellement cette redevance lors du stationnement de son véhicule, il ne commet plus une infraction sanctionnée par une amende pénale de première classe, mais il doit acquitter un forfait de post-stationnement (FPS), dont le montant est fixé par la collectivité compétente en matière de stationnement.

- **LE STATIONNEMENT PAYANT AVANT LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018 SUR LE TERRITOIRE DE DIJON MÉTROPOLÉ**

Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les **communes** étaient seules **compétentes pour l'instauration et la gestion du stationnement payant sur voirie**, les 24 maires disposant quant à eux du pouvoir de police spéciale de la circulation et du stationnement.

Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la **seule commune membre** de la Métropole ayant fait le choix d'instaurer un **stationnement payant** sur voirie était la **Ville de Dijon**.

---

<sup>1</sup> Concernant le stationnement réglementé gratuit, seul le dépassement de la durée de stationnement maximale autorisée, contrôlé à l'aide d'un disque de stationnement apposé derrière le pare-brise, sera passible à compter du 1er janvier 2018, d'une amende de 35 €

Concernant l'exercice de la compétence, sur la période allant de mi-2015 environ à fin 2017, des ajustements dans le mode de gestion avaient commencé à être effectués avec la mise en place d'une convention de gestion provisoire entre la Ville de Dijon et la Métropole (ex-Communauté urbaine). Dans ce cadre, la première confiait à la seconde la gestion pour son compte du stationnement payant sur voirie (hormis notamment la perception des recettes des horodateurs, demeurant directement gérée par la Ville de Dijon). De plus, l'ex-Communauté urbaine, a pris la décision, dans le cadre de cette convention, de confier à son délégataire de service public des transports publics urbains et de la mobilité une partie de la gestion de la compétence.

- **LE STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018 SUR LE TERRITOIRE DE DIJON MÉTROPOLE**

**Deux changements majeurs** sont intervenus dans la gestion de la compétence.

D'une part, la **réforme de dépenalisation et décentralisation du stationnement payant sur voirie**, comme sur l'ensemble du territoire national, a été mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier. Elle inclut la fin des amendes de stationnement et la mise en place de deux nouvelles recettes, perçues par la Métropole, à savoir :

- ➔ la redevance de paiement spontané ;
- ➔ le forfait de post-stationnement.

D'autre part, un **changement de mode de gestion** de la compétence est intervenu sur le territoire de Dijon Métropole. En effet, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, cette dernière a confié à un délégataire de service public l'ensemble de la gestion du stationnement payant sur voirie, incluant notamment :

- ➔ la collecte des recettes et leur reversement à Dijon Métropole ;
- ➔ la "verbalisation" des automobilistes n'ayant pas payé leur stationnement, ou l'ayant payé sur une durée insuffisante par rapport au temps durant lequel ils sont restés garés ;
- ➔ l'investissement de renouvellement de l'ensemble du parc d'horodateurs situé(s) sur le territoire de la Ville de Dijon ;
- ➔ la maintenance et l'entretien des horodateurs.

## **2. DONNÉES DISPONIBLES POUR L'ÉVALUATION**

---

- **DONNÉES BRUTES EN FONCTIONNEMENT**

Les données relatives à la compétence ont été recomposées sur 6 années. Le changement de mode de gestion transparaît clairement dans les agrégats budgétaires. Il y a une rupture en 2017 dans la composition des charges.

|   | CA 2012            | CA 2013            | CA 2014            | CA 2015            | CA 2016            | CA 2017            | Précisions  |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---|
| Maintenances + fournitures diverses horodateurs         | 47 371 €           | 78 071 €           | 51 231 €           | 22 004 €           |                    |                    |   |
| PIAF Commissions frais etc.                             | 1 317 €            | 2 160 €            | 4 010 €            | 2 563 €            | 170 €              | 162 €              |   |
| Commissions/abonnements résidents                       | 9 376 €            | 14 566 €           | 17 198 €           | 13 517 €           | 5 282 €            | 6 168 €            |   |
| Remboursement VD à DM - Fonctionnement                  |                    |                    |                    | 23 217 €           | 142 452 €          | 484 948 €          | Remboursement dans le cadre des conventions transitoires (la CU/Métropole paie pour le compte de la Ville, et la Ville rembourse)   |
| Dépenses de personnel                                   | 455 082 €          | 476 982 €          | 445 771 €          | 443 514 €          | 393 857 €          | 272 696 €          | 1/ Essentiellement agents de surveillance de la voie publique, pour une quote-part de leur temps de travail estimée à 40% à 45% hors vacances scolaires et à 60% en période de congés scolaires --> <b>soit une quote-part d'environ 50% du temps de travail annuel des ASVP</b><br>2/ Equipe de la "cellule" stationnement |
| <b>TOTAL Dépenses de fonctionnement</b>                 | <b>513 146 €</b>   | <b>571 779 €</b>   | <b>518 210 €</b>   | <b>504 815 €</b>   | <b>541 761 €</b>   | <b>763 973 €</b>   |   |
| Recettes horodateurs                                    | 2 634 454 €        | 2 761 776 €        | 2 952 288 €        | 3 160 535 €        | 3 176 951 €        | 2 942 660 €        |   |
| Redevances d'occupation du domaine public par les taxis | 3 498 €            | 3 604 €            | 3 710 €            | 3 763 €            | 3 869 €            | 3 922 €            |   |
| Autres produits de gestion courante                     |                    |                    |                    |                    |                    | 5 947 €            |   |
| <b>TOTAL Recettes de fonctionnement</b>                 | <b>2 637 952 €</b> | <b>2 765 380 €</b> | <b>2 955 998 €</b> | <b>3 164 298 €</b> | <b>3 180 820 €</b> | <b>2 952 528 €</b> |   |

**Changement mode de gestion :**  
Dijon Métropole (à l'époque Grand Dijon) a confié à son délégataire de service public des transports publics urbains et de la mobilité une partie de la gestion de la compétence.

## • DÉTAIL DES CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel représentent la part la plus importante des charges de fonctionnement.

Une quote-part des dépenses relatives aux agents de surveillance de la voie publique (ASVP) a été rattachée à la compétence.

Le prorata de 50% retenue s'explique par le fait que plusieurs missions étaient confiées aux ASVP par la Ville de Dijon, dont une partie était rattachée à des missions ne relevant pas du stationnement payant sur voirie, parmi lesquelles : la prévention et la lutte contre les stationnements gênants, la sécurisation des abords de certains groupes scolaires, la mobilisation sur les événements nécessitant un dispositif de sécurité conséquent, et la participation au filtrage et à la régulation des flux liés aux mariages (Cour d'honneur).

Le tableau ci-après reprend l'historique des charges de personnel prises en compte par la CLECT.

|   | CA 2012          | CA 2013          | CA 2014          | CA 2015          | CA 2016          | CA 2017          |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Agents de surveillance de la voie publique<br>Coût total non proratisé (Dépenses de personnel)<br>= (A) | 560 568 €        | 680 427 €        | 691 133 €        | 680 998 €        | 562 798 €        | 434 516 €        |
| Agents de surveillance de la voie publique :<br>Coût total proratisé à 50%<br>(B) = (A) * 50%           | 280 284 €        | 340 213 €        | 345 566 €        | 340 499 €        | 281 399 €        | 217 258 €        |
| Cellule stationnement - agents de maintenance + administration/encadrement<br>= (C)                     | 174 798 €        | 136 769 €        | 100 205 €        | 103 015 €        | 112 458 €        | 55 438 €         |
| <b>TOTAL Dépenses de fonctionnement<br/>= (B) + (C)</b>   | <b>455 082 €</b> | <b>476 982 €</b> | <b>445 771 €</b> | <b>443 514 €</b> | <b>393 857 €</b> | <b>272 696 €</b> |
| Proratisation du temps de travail des ASVP sur l'année<br>(chiffre susceptible d'ajustements)           | 50%              |                  |                  |                  |                  |                  |

## • DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement ont été collectées sur une période de 10 ans, de la même manière que lors des précédentes évaluations des charges transférées réalisées par la CLECT.

### Historique des dépenses d'investissement de la Ville de Dijon en matière de stationnement payant sur voirie

|   | CA 2008   | CA 2009         | CA 2010          | CA 2011         | CA 2012          | CA 2013         | CA 2014         | CA 2015         | CA 2016         | CA 2017    | Précisions  |
|---|---|-----------------|------------------|-----------------|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------|---|
| Investissements portés/payés directement par la Ville de Dijon                    | 59 624 €  | 68 929 €        | 142 148 €        | 65 917 €        | 157 609 €        | 41 499 €        | 74 538 €        |                 |                 |            | Investissements incluant principalement :<br>- l'installation de nouveaux horodateurs (remplacement de l'existant)<br>- l'extension des zones de stationnement payant |
| Investissements remboursés par la Ville de Dijon au Grand Dijon / Dijon Métropole |   |                 |                  |                 |                  |                 |                 | 36 512 €        | 15 517 €        | 0 €        | Remboursement dans le cadre des conventions transitoires (la CUJ/Métropole paie pour le compte de la Ville, et la Ville rembourse)                                    |
| <b>TOTAL Dépenses d'investissement</b>  | <b>59 624 €</b>                                     | <b>68 929 €</b> | <b>142 148 €</b> | <b>65 917 €</b> | <b>157 609 €</b> | <b>41 499 €</b> | <b>74 538 €</b> | <b>36 512 €</b> | <b>15 517 €</b> | <b>0 €</b> | 74 K€ TTC en moyenne sur la période 2008-2016   |
| <b>TOTAL Recettes d'investissement</b>  | <b>Aucune recette d'investissement (hors FCTVA)</b> |                 |                  |                 |                  |                 |                 |                 |                 |            |   |

Selon la loi, le coût des dépenses liées à des équipements est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé, lequel ne correspond pas nécessairement à la moyenne des dépenses d'investissement réalisées par la commune durant les dernières années précédant le transfert de compétences.

Ce coût moyen annualisé intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement.

Concomitamment à son travail d'évaluation, la CLECT a constaté que le renouvellement de l'ensemble du parc d'horodateurs situés sur le territoire de la commune de Dijon était en cours dans le cadre de la délégation des services publics (DSP) de la mobilité<sup>2</sup>, pour un coût global de 1 750 505 € TTC.

<sup>2</sup> Le délégataire doit en effet prendre en charge le renouvellement intégral de l'ensemble du parc d'horodateurs de Dijon Métropole.

Dans le cadre dudit contrat de DSP, ce coût est payé dans la durée par Dijon Métropole, via un étalement sur l'ensemble de la durée du contrat dans le cadre du "forfait de charges" dû au délégataire.

Enfin, la durée technique d'amortissement d'un horodateur a été estimée à environ 15 ans par les services techniques.

### 3. MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION

---

- **PRINCIPES GÉNÉRAUX**

- a) **Charge nette de fonctionnement**

La méthode proposée par la CLECT pour l'évaluation de la charge nette de fonctionnement est le calcul d'une **moyenne de référence sur les 5 années précédant le transfert de compétences**, dans la continuité des choix effectués par la CLECT dans l'ensemble de ses travaux effectués depuis 2015.

Pour le stationnement payant sur voirie, la CLECT propose d'adapter - à la marge - cette méthode aux spécificités de ce transfert.

En effet, la CLECT a constaté qu'il n'y avait **pas de stricte continuité** dans le temps des données budgétaires transmises par la Ville de Dijon, en raison des changements multiples intervenus dans le mode de gestion de la compétence durant les dernières années précédant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, et particulièrement l'année 2017<sup>3</sup>.

En d'autres termes, la CLECT a constaté que l'année 2017 avait constitué une année de « transition » non représentative de la charge nette (ou du produit net) historiquement supporté(e) par la Ville de Dijon en matière de stationnement payant sur voirie.

De ce fait, la CLECT a donc choisi :

- de ne pas retenir 2017 pour le calcul de la moyenne ;
- et, en conséquence, de décaler d'un an la période de référence prise en compte pour l'évaluation de la charge nette de fonctionnement, **en calculant une moyenne sur 5 ans sur la seule période 2012-2016**.

Enfin, selon la même méthode que celle retenue dans ses travaux de 2015, la CLECT a fait le choix de **majorer les charges directes déclarées par la Ville de Dijon, afin de tenir compte des charges indirectes** (charges de structure, etc.). Ces **charges indirectes** sont ainsi valorisées à hauteur **de 4% des dépenses directes**.

---

<sup>3</sup> Parmi lesquels notamment : la conclusion d'une convention de gestion transitoire conclue entre la Ville de Dijon et le Grand Dijon – devenu depuis Dijon Métropole, par laquelle la Ville de Dijon avait confié à l'EPCI l'exercice, pour son compte, d'une partie de la compétence. Dans le cadre de cette convention, le Grand Dijon, pour le compte de la commune, avait confié dès le 1er janvier 2017, une partie de la gestion de la compétence au délégataire des services publics de la mobilité.

## b) Charge nette d'investissement

La CLECT a pris la décision d'évaluer la charge nette d'investissement à partir du **coût de renouvellement des horodateurs** prévu dans le contrat de délégation de service public, et de **l'annualiser sur 15 ans** (soit **116 700 € par an**).

### • MISE EN ŒUVRE DE CES PRINCIPES – RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION

L'application de ces principes d'évaluation définis par la CLECT conduit ainsi à une perte nette de recettes de **2 273 050 €** pour la Ville de Dijon (= 2 389 750 € - 116 700 €), détaillée ci-après, qui devra être compensée par une hausse, à due concurrence, de l'attribution de compensation reçue par la commune.

#### → Fonctionnement

| Fonctionnement                         | CA 2012            | CA 2013            | CA 2014            | CA 2015            | CA 2016            |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Dépenses directes                      | 513 146 €          | 571 779 €          | 518 210 €          | 504 815 €          | 541 761 €          |
| Dépenses indirectes (calcul 4%)        | 20 526 €           | 22 871 €           | 20 728 €           | 20 193 €           | 21 670 €           |
| <b>Dépenses totales</b>                | <b>533 672 €</b>   | <b>594 650 €</b>   | <b>538 939 €</b>   | <b>525 008 €</b>   | <b>563 431 €</b>   |
| <b>Recettes totales</b>                | <b>2 637 952 €</b> | <b>2 765 380 €</b> | <b>2 955 998 €</b> | <b>3 164 298 €</b> | <b>3 180 820 €</b> |
| <b>Solde net (Recettes - Dépenses)</b> | <b>2 104 280 €</b> | <b>2 170 730 €</b> | <b>2 417 059 €</b> | <b>2 639 290 €</b> | <b>2 617 389 €</b> |
| <b>moyenne 5 années (2012-2016)</b>    | <b>2 389 750 €</b> |                    |                    |                    |                    |

#### → Investissement : coût net de renouvellement évalué par la CLECT

| Investissement                    | Montant          |
|-----------------------------------|------------------|
| Renouvellement des horodateurs    | 1 750 505 €      |
| durée de l'annualisation (années) | 15               |
| <b>Dépenses annualisées</b>       | <b>116 700 €</b> |

### • CONSÉQUENCES SUR L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION DE LA VILLE DE DIJON

Sur la base de l'évaluation réalisée par la CLECT (**produit net transféré de 2 273 050 €**), l'échéancier prévisionnel et strictement indicatif de l'attribution de compensation versée par la Métropole à la Ville de Dijon serait le suivant :

- De 2018 à 2039 : 24 360 368 € annuels ;
- 2040 (\*) : 24 089 889 € ;
- À partir de 2041 (\*) : 24 061 203 € annuels.

(\*) Pour rappel, les ajustements de 2040 et 2041 sont issus du rapport de la CLECT du 16 janvier 2014 relatif à l'évaluation du coût net des charges transférées afférentes au stade Gaston Gérard et à la salle d'escalade Cime Altitude 245.